ML. L. 7341/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 novembre 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des dispositions légales relatives à la taxe sur les jeux et paris", a donné le 21 décembre 1960 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e november 1960 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot samenordening van de wetsbepalingen betreffende de belasting op de spelen en de weddenschappen", heeft de 21e december 1960 het volgend advies gegeven :

Dans la version néerlandaise du projet les dispositions ne sont pas toujours la reproduction exacte du texte originel. Dans la mesure où le texte en projet ne constitue qu'un alignement sur la terminologie la plus récente, il ne soulève pas d'observations.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 1er. Article 89, § 1er, de la ...".

Article 2.

Version néerlandaise :

1° Le texte originel porte :

"... door te dien einde door de Minister van Financiën speciaal erkende agentschappen en bijhuizen".

Le texte du projet porte "aangenomen door". Il n'existe pas de motif de s'écarter de la terminologie du texte primitif.

2° La note de bas de page doit se lire :

"Article 2. Article 89, § 2, a, de la loi...".

.../...

Article 3.

Version néerlandaise : le texte légal porte "percenten" que le projet remplace par "voeten".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 3. Article 89, § 2, b, alinéas 1er et 2, de la loi...".

Article 4.

Version française : le texte ne porte pas de virgule après "6 p.c.".

Dans le dernier alinéa de cet article, les mots "qui seront" peuvent être omis.

Version néerlandaise :

1° Au premier alinéa : "... van de duivenprijskampen :..";
"a) of op kermisdagen door de gemeente ...".

2° Au deuxième alinéa : "... die door de Minister van Financiën zijn toegelaten".

Le texte du projet porte "aangenomen". Si l'on s'écarte du texte originel, il se recommande d'écrire "erkend" dans un but d'unification de la terminologie.

.../...

La note de bas de page doit se lire :

"Article 4. Article 90, alinéa 1er et alinéa 2, première phrase, de la loi...".

Article 5, § 1er.

Version néerlandaise :

1° Il y a une virgule après "wordt" et après "Staat".

2° Le mot "voorzien" devrait être remplacé par "bedoeld" qui est employé dans les autres articles du projet (voir notamment articles 12, 15, 19, etc...).

La note de bas de page doit se lire :

"Article 5, § 1er. Article 7, § 1er, de la loi du 23 mars 1932 en tant qu'il concerne la taxe sur les jeux et paris. Le § 2 de cet article est omis à raison de son abrogation implicite par les lois annuelles contenant le budget des voies et moyens".

La loi du 23 mars 1932 dispose en son article 10 :

"Article 10. Le Ministre des Finances est autorisé, moyennant l'avis conforme du Conseil de cabinet, à mettre fin à toutes ou à certaines des dispositions de la présente loi et à apporter, dans l'application de celle-ci, telles mesures d'adaptation ou d'atténuation que lui paraîtra commander l'intérêt général. Il sera fait rapport aux Chambres de l'usage qui aura été fait de cette faculté".

.../...

Le Conseil d'Etat n'a pas connaissance d'une abrogation de ce texte, qui devrait être repris mutatis mutandis dans l'article 5, § 1er, du projet. Si cette suggestion est suivie, la note de bas de page devra être complétée en conséquence.

Article 5, § 2.

Version française :

1° La référence au § 1er est correcte; les mots "qui précède" sont inutiles et doivent être omis.

2° Le texte légal porte : "dans l'enceinte des champs de courses".

3° La dernière phrase du § 2 devrait faire l'objet d'un alinéa séparé. Plutôt que d'introduire dans cette disposition le mot "cependant", il sera préférable de remplacer le verbe "est" par "reste".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 5, § 2. Première phrase : article 11 de l'arrêté royal du 13 janvier 1933, à l'exception des mots "acceptés à partir du 1er février 1933" devenus sans objet.

Deuxième phrase : article 1er de l'arrêté royal n° 23 du 27 juillet 1939, à l'exception des mots "à partir du 16 juillet 1939" devenus sans objet".

.../...

Article 6, § 1er.

1. Le texte légal porte : "aux taux de la taxe sur les jeux et paris qui, en vertu de l'article 89 de la loi du 28 août 1921, modifié par l'article 7 de la loi du 4 juillet 1930, atteint etc...".

L'article 89 susdit est repris dans les articles 1er, 2 et 3 du projet en tant qu'il crée les taxes (et dans d'autres dispositions en tant qu'il règle des questions de contrôle et de perception).

Afin d'éviter de donner à l'article 6, § 1er, du projet une portée plus large que celle du texte dont il est repris, il y aurait lieu d'ajouter après les mots "aux taux de la taxe" les mots "qui, en vertu des articles 1er à 3, atteint ...".

2. Au b, il y a lieu de remplacer la référence à l'article 18 de la loi du 24 décembre 1948 par une référence à l'article 18 des lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales coordonnées le 29 juin 1960.

Version néerlandaise :

1° Il convient d'écrire "worden 12 t.h." au lieu de "wordt 12 t.h.".

2° Il serait préférable de remplacer le mot "bewuste", qui figure dans le projet, par "die".

3° Il n'y a pas de virgule après "Fonds der Provinciën".

.../...

Article 6, § 2.

Version française :

Le texte légal porte : "aux taux de la taxe sur les jeux et paris qui, en vertu de l'article 89 de la loi du 28 août 1921, atteint ... ".

L'omission de ces mots donne lieu à la même observation que celle faite à propos de l'article 6, § 1er.

Dans le texte français, il y a une virgule avant le mot "notamment"; dans le texte néerlandais, il n'y en a pas avant le mot "inzonderheid".

Article 7.

Cette disposition est reprise de l'article 1er, § 2, de la loi du 27 décembre 1938 (modifié par la loi du 9 mai 1959), dont elle constitue la première phrase. Le texte originel porte en outre dans une seconde phrase : "Cette taxe est régie par les dispositions concernant la taxe sur les jeux et paris; elle est due par le redevable de celle-ci avec faculté d'en opérer la retenue sur le montant taxable ... ".

Cette seconde proposition de la seconde phrase de l'article sous examen est reprise presque textuellement dans l'article 19 du projet. Mais la première proposition, en vertu de laquelle la taxe est régie par les

.../...

dispositions relatives à la taxe sur les jeux et paris, n'est reprise nulle part dans la coordination; elle a été rejetée dans les dispositions non coordonnées. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison de ce procédé : la disposition en question est , en effet, la justification de l'insertion du surplus de l'article dans la coordination. Ce texte devrait être repris dans l'article 7 du projet, avec une rédaction appropriée, par exemple : "Cette taxe est régie par les dispositions des présentes lois coordonnées".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 7. Article 1er, § 2, première phrase et deuxième phrase pro parte,de la ... ".

Article 8.

Le texte légal porte :

1. "Sans préjudice aux dispositions de l'article 89 de la loi du 28 août 1921, modifié par l'article 7 de la loi du 4 juillet 1930, ni à celles de l'article 1er de la loi du 27 décembre 1938, le montant net ...".

Comme il a déjà été signalé, l'article 89 de la loi du 28 août 1921 est repris dans les articles 1er à 3 du projet; l'article 1er de la loi du 27 décembre 1938, en tant qu'il établit le principe de la débition des taxes, est repris dans les articles 6 (§§ 1er et 2) et 7.

.../...

Le projet,en ne faisant référence qu'à l'article 7,ne transpose pas avec exactitude les références contenues dans le texte légal; il y aurait lieu d'écrire "aux dispositions des articles 1er à 3, 6 et 7".

2. Le premier membre de phrase du § 2 de l'article 4 de la loi du 17 août 1948 dispose : "Cette taxe supplémentaire est régie par les dispositions concernant la taxe sur les jeux et paris ". Cette disposition n'est pas reprise dans la coordination et a été rejetée dans les dispositions non coordonnées. Ce procédé soulève la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'article 7.

Note de bas de page :

"Article 8. Article 4, § 1er (et § 2 pro parte) de la loi du 17 août 1948, modifié (quant au § 1er) par la loi du 9 mai 1959".

Dans la version néerlandaise, le chapitre II est intitulé "Belastingschuldenaars" .

Partout où dans le texte originel figure un terme autre que "belastingplichtige", le projet remplace le terme originel par "belastingplichtige"; d'autre part, lorsque le texte originel porte ce mot, le projet le remplace par "belastingschuldenaar". Le texte français ne fait pas cette distinction entre "contribuable" et "redevable" et utilise uniformément le mot "redevable". Il serait opportun pour le Gouvernement de faire usage selon le cas de l'un ou de l'autre terme.

.../...

Article 9.

L'article 91, alinéa 1er in fine, de la loi du 28 août 1921 porte : "aux fins prévues par les deux articles précédents". Ces articles sont, évidemment, les articles 89 et 90 de la loi, lesquels sont repris, quant à l'établissement de la taxe, dans les articles 1er, 2, 3 et 4 du projet. D'autre part, les textes dont sont repris les articles 7 et 8 disposent, comme il a été exposé ci-dessus, que les taxes dont question dans ces articles sont régies par les dispositions concernant la taxe sur les jeux et paris. Pour établir le parallélisme exact entre les références contenues dans le texte originel et celles qui figurent à l'article 9, il faudrait écrire "aux fins prévues par les articles 1er à 4".

Version néerlandaise :

Il n'y a pas de virgule après le mot "aanneemt".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 9.- Article 91, alinéa 1er, de la loi ... ".

.../...

Article 10.

Version néerlandaise :

1. Il faut une virgule après "Wanneer er" et après "lokalen".

2. Le texte originel porte : "van alle" ; il a été remplacé à tort par "van al de".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 10. Article 91, alinéa 2, de la loi ... y inséré par la loi du ...".

Article 11.

Version néerlandaise :

Le texte légal porte : "uiterlijk de voorlaatste dag".

En remplaçant les mots "uiterlijk de voorlaatste dag" par les mots "uiterlijk twee dagen voor dat", le projet crée une discordance entre la version française et la version néerlandaise.

Article 12, alinéa 1er.

Version néerlandaise : le texte légal porte : "... waarop de inzet, het inleggeld of ... ".

.../...

Article 12, alinéa 2.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 12, alinéa 2 : article 89, § 2, b, alinéa 3, de la loi ... ".

Article 14.

Version néerlandaise : le texte légal porte "vastgesteld", qui est préférable à "vastgelegd" repris au projet.

Article 15.

Version néerlandaise : il faut écrire "artikel 4, tweede lid".

La note de bas de page doit se lire :

"Artikel 15. Article 90, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi ... ".

Article 18, § 1er.

Dans un but d'uniformité le mot "Schatkist" doit s'écrire avec une majuscule.

.../...

Article 18, § 2.

Les mots "qui précède" sont superflus.

Version néerlandaise :

Il faut écrire : "artikel 4, tweede lid". et "in afwijking van § 1".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 18, § 2. Article 90, alinéa 3 , de la loi ...".

Article 19.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 19. Article 1er, § 2, deuxième phrase pro parte, de la ... ".

Article 21, § 1er.

La référence aux articles 7 et 8 peut être supprimée.

Version néerlandaise :

1. Le texte légal porte "... belasting verschuldigd zijn".

2. Il y a lieu d'écrire "de bij de artikelen...".

.../...

Article 21, § 2.

Il y a lieu de supprimer les mots "qui précèdent".

Version néerlandaise :

1. Il faut une virgule après : "... § 1".

2. Il faudrait "gemachtigde" comme au texte légal de l'article 24, alinéa 1er.

Article 22.

1. Cet article commence par les mots "Par modification" qui sont repris du texte légal, alors qu'il est placé dans un chapitre que le projet intitule "Dispositions dérogatoires"; il serait préférable, dans ces conditions, de faire débuter l'article par les mots "Par dérogation à ...".

2. Le texte légal renvoie aux articles 89, 92 et 93, qui sont repris :

1° l'article 89 : dans les articles 1er à 3, 12, alinéa 1er, 33, alinéa 1er;

2° l'article 92 : dans les articles 11, 12, alinéa 2, 13 et 14;

3° l'article 93: dans l'article 18, § 1er.

.../...

La référence dans le projet aux articles 5 à 8 ne se justifie donc pas. D'autre part, il y a lieu également d'omettre la référence aux articles 1er à 3,qui ne concernent que le taux de la taxe.

Version néerlandaise : il y a lieu d'écrire "1°, 2°, 3°".

Article 23.

Il faut une virgule après "aux dites courses".

Version néerlandaise : il faut écrire : "1°, 2°, 3°, 4° ".

Article 24.

Le texte néerlandais porte :

"... door de Minister ... of zijn gemachtigde".

Article 25.

1. Le texte légal porte référence aux registres, tickets, etc ... visés à l'article 92. Ces registres, tickets, etc... font l'objet des §§ 2 et 3 de l'article 92 repris respectivement dans les articles 12, alinéa 1er, et 13 du projet, lesquels devraient être visés aux lieux et places des articles 12 à 14.

.../...

2. Le texte légal porte également référence aux articles 89 et 90 de la loi du 28 août 1921. Ces articles sont repris aux articles 1er, 2, 3 et 4 du projet. Il y a lieu de faire référence à ces articles et d'écrire: "la taxe prévue aux articles 1er à 4 est quintuplée ... ". L'omission de cette référence à pour effet d'étendre le champ d'application de la disposition reprise dans l'article 25.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 25. Article 95, alinéa 1er, de la loi du 28 août 1921".

Article 26, § 1er.

Il faut une virgule après les mots "peut" et "en outre".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 26, § 1er. Article 95, alinéas 2 et 3, de la loi ... 1921, y insérés par l'article 54...".

Article 26, § 2.

Les mots "qui précèdent" doivent être omis.

.../...

Version néerlandaise :

La version néerlandaise de l'alinéa débutant par les mots "Zij is uitvoerbaar" porte dans le texte légal "alle beroep", tandis que le texte originel français porte "nonobstant le recours". Le projet supprime cette discordance. La suppression du mot "alle" n'est pas justifiée.

Article 27.

Le projet reprend textuellement l'article 95, alinéa 4, de la loi du 28 août 1921, tel qu'il a été modifié. Il y est fait allusion "aux lois réglant la perception... ". Il y a lieu de remplacer cette référence par une référence "aux dispositions des présentes lois coordonnées réglant ... ou autres mesures prises pour l'exécution de ces dispositions".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 27.- Article 95, alinéa 4, de la loi du 28 août 1921, y inséré par l'article 54 de la loi du 31 décembre 1925 et remplacé par l'article 12, § 2, de la loi du 4 juillet 1930".

.../...

Article 28.

Version néerlandaise : le texte légal porte :

Au § 1er : "... of de tot hare uitvoering getroffen..., wordt gestraft met ...".

Au § 2 : "Wordt ... gestraft alwie ...".

Dans sa version néerlandaise, la note de bas de page doit se lire :

"Artikel 28. Artikel 53, § 3, 1e en 2e lid...".

Article 30.

A la note de bas de page, lire : "Article 53, § 3, alinéa 4" (au lieu de "dernier alinéa").

Article 31.

La note de bas de page doit se lire:

"Article 31. Article 65 de la loi du 31 décembre 1925, en tant que cet article concerne la taxe sur les jeux et paris".

.../...

Article 32.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 32. Article 36, 1°, de la loi du 24 décembre 1948, en tant qu'il concerne la taxe sur les jeux et paris, et à l'exclusion des mots "Sauf en ce qui concerne les exercices antérieurs à l'exercice 1949", qui n'ont plus d'objet".

Article 33.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 33, alinéa 1er: en ce qui concerne les paris sur les courses de chevaux : article 52, alinéa 1er, de la loi du 31 décembre 1925 et article 9 de la loi du 4 juillet 1930 combinés et tels qu'ils ont été implicitement modifiés par l'article 36, 1°, de la loi du 24 décembre 1948;

- en ce qui concerne les jeux de casinos : article 89, § 2, b, alinéa 4, de la loi du 28 août 1921, remplacé par l'article 7 de la loi du 4 juillet 1930, modifié par l'article 35, 3°, de la loi du 24 décembre 1948 et implicitement par l'article 36, 1°, de la même loi".

.../...

Article 33, alinéa 2. Le mot "également" ne figure pas dans le texte légal; il doit être omis.

La note de bas de page doit se lire :

"Article 33, alinéa 2. Artiole 1er, § 3, de la loi du 27 décembre 1938, remplacé par l'article 4/4 de la loi du 9 mai 1959".

Article 34.

Le texte légal portait la date de la coordination en vigueur à l'époque ; le texte actuel ne donne pas cette précision qu'il serait cependant utile de connaître. Le texte devrait être complété comme suit : "... 71 à 77 des lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus, coordonnés le 15 janvier 1948".

La note de bas de page doit se lire :

"Article 34. Article 97, alinéa 3, de la loi du 28 août 1921".

L'article 34 doit être suivi d'une formule finale qui doit être rédigée comme suit :

"Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...".

NOTE FINALE DES NOTES DE BAS DE PAGE.

(Textes signalés comme non repris dans la coordination : sont à supprimer les mentions ci-après, soit parce qu'il n'y a pas lieu de reproduire des textes devenus sans objet, soit parce que le texte est repris dans la coordination ou que son omission est justifiée dans les notes de bas de page proposées par le Conseil d'Etat).

.../...

A.- au 1° le a : repris à l'article 12, alinéa 2, et à l'article 33, alinéa 1er;

le b : repris à l'article 24;

le c : à raison du fait que les articles 89 et 90 originels ont été intégralement remplacés en 1930.

B.- au 2° le a : repris à l'article 33, alinéa 1er.

C.- le 3° qui reproduit un texte abrogé.

D.- au 4° le b : repris à l'article 33, alinéa 1er;

le c : qui ne concerne pas la taxe sur les jeux et paris (voir observation sur article 34).

E.- au 5°, le a et le b : qui reproduisent des textes implicitement abrogés par la prorogation des dispositions de la loi du 23 mars 1932 et sans objet pour le surplus (voir observation sur article 5, § 1er).

F.- au 6°, le a : repris à l'article 5, § 2.

G.- à l'8°, le a : repris à l'article 7.

H.- au 9°, le a : repris à l'article 5, § 2.

.../...

I.- au 10°, le a et le b : repris à l'article 8;

le c : qui reproduit un texte en partie abrogé et en partie repris dans la coordination (voir observations sur articles 32 et 33).

J.- au 11°, le a : repris à l'article 32;

le c : devenu sans objet.

ARRETE DE COORDINATION.

PREAMBULE.

1. A l'alinéa 1er, l'intitulé de la loi du 9 mai 1959 n'est pas correctement reproduit. Celui-ci est le suivant : "Loi modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, la taxe sur les jeux et paris, les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de timbre, et le Code des droits de succession".

2. Au début du texte reproduit, il faut : "Article 7, § 1er".

DISPOSITIF.

L'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"Les dispositions encore en vigueur des articles ... 65, en tant qu'il concerne la taxe sur les jeux et paris, ... les articles 7 et 9 à 12 de la loi du 4 juillet 1930, les articles 7 et 10 de la loi du 23 mars 1932 en tant que ces articles concernent la taxe sur les jeux et paris, ... l'article 4, §§ 1er et 3, de la loi du 17 août 1948, ... et article 36, 1°, en tant que ces articles concernent la taxe sur les jeux et paris, de la loi du 24 décembre 1948, l'article 1er...".

In de Nederlandse tekst van het ontwerp komen tal van bepalingen niet overeen met de oorspronkelijke tekst. Voor zover hij op de meest recente terminologie is afgestemd, zijn bij de tekst van het ontwerp geen opmerkingen te maken.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 1. Artikel 89, § 1, van de ...".

Artikel 2.

Nederlandse tekst :

1° De oorspronkelijke tekst luidt :

"... door te dien einde door de Minister van Financiën speciaal erkende agentschappen en bijhuizen".

De tekst van het ontwerp zegt : "aangenomen door". Er is geen reden om van de terminologie van de oorspronkelijke tekst af te wijken.

2° De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 2. Artikel 89, § 2, a, van de wet ...".

.../...

Artikel 3.

Nederlandse tekst :

De wettekst gebruikt de term "percenten". Het ontwerp vervangt die door "voeten".

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 3. Artikel 89, § 2, b, eerste en tweede lid, van de wet ...".

Artikel 4.

Franse tekst : in de tekst staat geen komma na "6 p.c.".

In het laatste lid van de Franse tekst kunnen de woorden "qui seront" vervallen.

Nederlandse tekst :

1° In het eerste lid : "... van de duivenprijskampen..."; "a) of op kermisdagen door de gemeente ...".

2° In het tweede lid : "... die door de Minister van Financiën zijn toegelaten".

De tekst van het ontwerp zegt "aangenomen". Wijkt men van de oorspronkelijke tekst af, dan schrijve men, ter wille van de eenvormigheid van de terminologie: "erkend".

.../...

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 4. Artikel 9o, eerste lid en tweede lid, eerste volzin, van de wet ...".

Artikel 5, § 1.

Nederlandse tekst :

1° Er staat een komma na "wordt" en na "Staat".

2° Men vervange het woord "voorzien" door "bedoeld" dat ook in de vorige artikelen van het ontwerp is gebruikt (zie inzonderheid de artikelen 12, 15, 19, enz...).

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 5, § 1. Artikel 7, § 1,van de wet van 23 maart 1932 voor zover het betrekking heeft op de belasting op spelen en weddenschappen. Paragraaf 2 van dit artikel vervalt omdat het stilzwijgend is opgeheven door de jaarlijkse wetten houdende de Rijksmiddelenbegroting".

Artikel 10 van de wet van 23 maart 1932 bepaalt:

"Artikel 10. De Minister van Financiën wordt er toe gemachtigd, naar eensluidend advies van de Kabinetsraad, alle of sommige bepalingen dezer wet in te trekken en bij de toepassing ervan zodanige maatregelen van toepassing en van verzachting in te voeren welke wegens het algemeen belang mochten noodzakelijk blijken. Er zal aan de Kamers verslag uitgebracht worden over het gebruik dat van deze machtiging zal gemaakt zijn".

.../...

Voor zover de Raad van State bekend is, is deze tekst niet opgeheven. Hij dient mutatis mutandis te worden overgenomen in artikel 5, § 1, van het ontwerp. Wordt op deze wenk ingegaan ,,dan moet ook de voetnoot worden aangevuld.

Artikel 5, § 2.

1° De verwijzing naar § 1 is juist; het woord "vorenstaande" moet als overbodig vervallen.

2° De wettelijke Franse tekst luidt : "dans l'enceinte des champs de courses".

3° De laatste volzin van § 2 dient een afzonderlijk lid te vormen. In plaats van in deze bepaling het woord "echter" in te voegen, vervange men het werkwoord "wordt" door "blijft".

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 5, § 2. Eerste volzin : artikel 11 van het koninklijk besluit van 13 januari 1933, behalve de woorden "aangenomen met ingang van 1 februari 1933" die geen zin meer hebben.

Tweede volzin : artikel 1 van het koninklijk besluit nr 23 van 27 juli 1939, behalve de woorden "met ingang van 16 juli 1939" die geen zin meer hebben".

.../...

Artikel 6, § 1.

1. De wettekst luidt : "aan de belastingspercentages op de spelen en weddenschappen welke krachtens artikel 89 van de wet van 28 augustus 1921, gewijzigd bij artikel 7 van de wet van 4 juli 1930 ... worden geheven".

Genoemd artikel 89 is in de artikelen 1, 2 en 3 van het ontwerp overgenomen voor zover het de belastingen invoert (en in andere bepalingen voor zover het de controle en de heffing regelt).

Om te vermijden dat aan artikel 6, § 1, van het ontwerp een ruimere strekking wordt gegeven dan die van de tekst waaraan het is ontleend, voege men na de woorden "aan de percentages van de belasting" de woorden "welke, krachtens de artikelen 1 tot 3, wordt geheven" in.

2. Onder b vervange men de verwijzing naar artikel 18 van de wet van 24 december 1948 door een verwijzing naar artikel 18 van de wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, gecoördineerd op 29 juni 1960.

Nederlandse tekst :

1° Men leze "worden 12 t.h." in plaats van "wordt 12 t.h.".

2° Het woord "bewuste", dat in het ontwerp voorkomt, kan beter worden vervangen door "die".

3° Er staat geen komma na "Fonds der Provinciën".

.../...

Artikel 6, § 2.

Franse tekst :

De wettekst luidt : "aux taux de la taxe sur les jeux et paris qui, en vertu de l'article 89 de la loi du 28 août 1921, atteint...".

Het weglaten van deze woorden geeft aanleiding tot dezelfde opmerking als bij artikel 6, § 1, is gemaakt.

In de Franse tekst staat een komma vóór het woord "notamment" ; in de Nederlandse tekst staat er geen vóór het woord "inzonderheid".

Artikel 7.

Deze bepaling is ontleend aan artikel 1, § 2, van de wet van 27 december 1938 (gewijzigd bij de wet van 9 mei 1959), waarvan zij de eerste volzin vormt. De oorspronkelijke tekst zegt in een tweede volzin : "Deze taxe is onderworpen aan de bepalingen betreffende de taxe op de spelen en weddenschappen ; zij wordt voldaan door degene die haar verschuldigd is en zij mag worden afgehouden van het belastbaar bedrag ...".

De tweede zin van de tweede volzin van dit artikel is nagenoeg woordelijk overgenomen in artikel 19 van het ontwerp. Maar de eerste zin, krachtens welke "de taxe onderworpen is aan de bepalingen betreffende

.../...

de taxe op de spelen en weddenschappen", is nergens in de coördinatie terug te vinden ; hij staat onder de niet gecoördineerde bepalingen. Het is de Raad van State niet duidelijk, waarom zo wordt tewerkgegaan : die bepaling wettigt toch de invoeging van de rest van het artikel in de coördinatie. Deze tekst dient in artikel 7 van het ontwerp te worden opgenomen in een aangepaste formulering, bijvoorbeeld : "Deze belasting is onderworpen aan de bepalingen van de tegenwoordige gecoördineerde wetten".

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 7. Artikel 1, § 2, eerste volzin en tweede volzin pro parte, van de ...".

Artikel 8.

De wettekst luidt :

1. "Onverminderd de bepalingen van artikel 89 der wet van 28 augustus 1921, gewijzigd bij artikel 7 der wet van 4 juli 1930, en deze van artikel 1 der wet van 27 december 1938, is het netto bedrag ...".

Zoals reeds is gezegd, is artikel 89 van de wet van 28 augustus 1921 overgenomen in de artikelen 1 tot 3 van het ontwerp ; artikel 1 van de wet van 27 december 1938 is, voor zover het het beginsel van de heffing der belastingen vaststelt, overgenomen in de artikelen 6 (§§ 1 en 2) en 7.

.../...

Door alleen naar artikel 7 te verwijzen, transponeert het ontwerp niet juist de verwijzingen die in de wettekst voorkomen ; men leze "Onverminderd de bepalingen van de artikelen 1 tot 3, 6 en 7".

2. Het eerste zinsdeel van § 2 van artikel 4 van de wet van 17 augustus 1948 bepaalt : "Deze bijbelasting valt onder de bepalingen betreffende de belasting op het spel en de weddenschappen". Deze bepaling is in de coördinatie niet opgenomen en staat onder de niet gecoördineerde bepalingen. Hierbij moet dezelfde opmerking worden gemaakt als bij artikel 7.

Voetnoot :

"Artikel 8. Artikel 4, § 1 (en § 2 pro parte) van de wet van 17 augustus 1948, gewijzigd (wat § 1 betreft) bij de wet van 9 mei 1959".

Het opschrift van hoofdstuk II luidt : "Belastingschuldenaars".

Overal waar in de oorspronkelijke tekst een andere term dan "belastingplichtige" is gebruikt, vervangt het ontwerp de oorspronkelijke term door "belastingplichtige"; wanneer anderzijds de oorspronkelijke tekst deze term gebruikt, vervangt het ontwerp hem door "belastingschuldenaar". De Franse tekst maakt dit onderscheid tussen "contribuable" en "redevable" niet en gebruikt overal het woord "redevable". Het ware goed dat de Regering, naar gelang van het geval, een van beide termen zou gebruiken.

.../...

Artikel 9.

Artikel 91,eerste lid, van de wet van 28 augustus 1921 bepaalt in fine : "tot de doeleinden bij de twee vorige artikelen voorzien". Deze artikelen zijn natuurlijk de artikelen 89 en 90 van de wet, die, wat de vestiging van de belasting betreft, zijn overgenomen in de artikelen 1, 2, 3 en 4 van het ontwerp. Anderzijds bepalen de teksten waaraan de artikelen 7 en 8 zijn ontleend, zoals hiervoren is gezegd, dat de in die artikelen bedoelde belastingen, onder de bepalingen betreffende de belasting op het spel en de weddenschappen vallen. Ter wille van een volkomen parallellisme tussen de verwijzingen in de oorspronkelijke tekst en die van artikel 9, leze men : "tot de doeleinden in de artikelen 1 tot 4 omschreven".

Nederlandse tekst :

Er staat geen komma na het woord "aanneemt".

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 9. Artikel 91, eerste lid,van de wet ...".

Artikel 10.

Nederlandse tekst :

1. Er moet een komma staan na "Wanneer er" en na "lokalen".

2. De oorspronkelijke tekst zegt : "van alle"; hij is ten onrechte vervangen door "vanal de".

.../...

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 10. Artikel 91, tweede lid, van de wet ... aldaar ingevoegd door de wet van ...".

Artikel 11.

Nederlandse tekst :

De wettekst zegt : "uiterlijk de voorlaatste dag".

Door de woorden "uiterlijk de voorlaatste dag" te vervangen door de woorden "uiterlijk twee dagen woordat" ontstaat een gemis van overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie.

Artikel 12, eerste lid.

Nederlandse tekst :

De wettekst luidt : "... waarop de inzet, het inleggeld of ...".

Artikel 12, tweede lid.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 12, tweede lid : artikel 89, 2, b, derde lid, van de wet ...".

.../...

Artikel 14.

Nederlandse tekst :

De wettekst zegt "vastgesteld", hetgeen beter is dan het in het ontwerp gebruikte "vastgelegd".

Artikel 15.

Nederlandse tekst :

Men leze : "artikel 4, tweede lid".

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 15. Artikel 90, tweede lid, tweede volzin, van de wet ...".

Artikel 18, § 1.

Ter wille van de eenvormigheid schrijve men "Schatkist" met een hoofdletter.

Artikel 18, § 2.

Het woord "vorenstaande" is overbodig.

Nederlandse tekst :

Men leze : "artikel 4, tweede lid" en "in afwijking van § 1 ".

.../...

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 18, § 2. Artikel 90, derde lid, van de wet ...".

Artikel 19.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 19. Artikel 1, § 2, tweede volzin pro parte, van de ...".

Artikel 21, § 1.

De verwijzing naar de artikelen 7 en 8 kan vervallen.

Nederlandse tekst :

1. De wettekst zegt : "... belasting verschuldigd zijn".

2. Men schrijve : "de bij de artikelen ...".

Artikel 21, § 2.

Men schrappe het woord "vorenstaande".

Nederlandse tekst :

1. Er moet een komma staan na "...§ 1".

2. Men schrijve "gemachtigde" , zoals in de wettekst van artikel 24, eerste lid.

.../...

Artikel 22.

1. Dit artikel begint met de woorden "Bij wijziging" die ontleend zijn aan de wettekst, ofschoon het staat in een hoofdstuk waaraan het ontwerp het opschrift "Afwijkende bepalingen" geeft. Het ware dan ook verkieslijk, het artikel te beginnen met de woorden "In afwijking van ...".

2. De wettekst verwijst naar de artikelen 89, 92 en 93 die overgenomen zijn :

1° artikel 89 : in de artikelen 1 tot 3, 12, eerste lid, 33, eerste lid ;

2° artikel 92 : in de artikelen 11, 12, tweede lid, 13 en 14 ;

3° artikel 93 : in artikel 18, § 1.

De verwijzing in het ontwerp naar de artikelen 5 tot 8 is dus niet verantwoord. Anderzijds moet ook de verwijzing naar de artikelen 1 tot 3 vervallen ; deze handelen alleen over het percentage van de belasting.

Nederlandse tekst : men schrijve "1°, 2°, 3°".

Artikel 23.

Franse tekst :

Er moet een komma staan na "aux dites courses".

Nederlandse tekst : men schrijve "1°, 2°,3°,4°".

.../...

Artikel 24.

De Nederlandse tekst luidt :

"... door de Minister ... of zijn gemachtigde".

Artikel 25.

1. De wettekst verwijst naar de registers, tickets, enz. ... bedoeld in artikel 92. Over deze registers, tickets, enz. ... wordt gehandeld in artikel 92, §§ 2 en 3, onderscheidenlijk overgenomen in de artikelen 12, eerste lid, en 13 van het ontwerp,waarnaar moet worden verwezen in plaats van naar de artikelen 12 tot 14.

2. De wettekst verwijst ook naar de artikelen 89 en 90 van de wet van 28 augustus 1921. Deze artikelen zijn overgenomen in de artikelen 1, 2, 3 en 4 van het ontwerp. Men verwijze naar deze artikelen en leze : "wordt de in de artikelen 1 tot 4 bepaalde belasting vervijfvoudigd ...". Door het weglaten van deze verwijzing wordt het toepassingsgebied van de bepaling van artikel 25 uitgebreid.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 25. Artikel 95, eerste lid, van de wet van 28 augustus 1921".

.../...

Artikel 26, § 1.

Franse tekst :

De woorden "en outre" moeten tussen kommas staan.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt : "Artikel 26, § 1. Artikel 95, tweede en derde lid, van de wet ... 1921, aldaar ingevoegd door artikel 54...".

Artikel 26, § 2.

Men schrappe het woord "vorenstaande".

Nederlandse tekst :

De Nederlandse tekst van het lid, dat begint met de woorden "Zij is uitvoerbaar", vermeldt in de wettekst "alle beroep" terwijl de oorspronkelijke Franse tekst zegt : "nonobstant le recours". Het ontwerp maakt een einde aan dit gemis van overeenstemming. De weglating van het woord "alle" is niet verantwoord.

Artikel 27.

Het ontwerp neemt artikel 95, vierde lid, van de wet van 28 augustus 1921, zoals het werd gewijzigd, woordelijk over. Er is sprake van "de wetten tot regeling van de invordering...". Men vervange deze verwijzing als volgt : "de bepalingen van deze gecoördineerde wetten tot regeling ... of van de andere maatregelen getroffen ter uitvoering van die bepalingen".

.../...

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 27. Artikel 95, vierde lid, van de wet van 28 augustus 1921, aldaar ingevoegd door artikel 54 van de wet van 31 december 1925 en vervangen door artikel 12, § 2, van de wet van 4 juli 1930".

Artikel 28.

Nederlandse tekst : de wettekst luidt :

In § 1 : "... of de tot hare uitvoering getroffen ..., wordt gestraft met ...".

In § 2 : "Wordt ... gestraft alwie ...".

De Nederlandse tekst van de voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 28. Artikel 53, § 3, 1e en 2e lid ...".

Artikel 30.

In de voetnoot leze men : "Artikel 53, § 3, vierde lid" (in plaats van "laatste lid").

.../...

Artikel 31.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 31. Artikel 65 van de wet van 31 december 1925, voor zover dit artikel betrekking heeft op de belasting op spelen en weddenschappen".

Artikel 32.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 32. Artikel 36, 1°, van de wet van 24 december 1948, voor zover het betrekking heeft op de belasting op spelen en weddenschappen, en behalve de woorden "behoudens hetgeen de dienstjaren vóór dat van 1949 betreft", die geen zin meer hebben".

Artikel 33.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 33, eerste lid : wat de weddenschappen op paardenwedrennen betreft : artikel 52, eerste lid, van de wet van 31 december 1925 en artikel 9 van de wet van 4 juli 1930 samengevoegd en zoals zij stilzwijgend zijn gewijzigd bij artikel 36, 1°, van de wet van 24 december 1948 ;

wat de casinospelen betreft : artikel 89, § 2, b, vierde lid, van de wet van 28 augustus 1921, vervangen door artikel 7 van de wet van 4 juli 1930, gewijzigd bij artikel 35, 3°, van de wet van 24 december 1948 en stilzwijgend bij artikel 36, 1°, van dezelfde wet".

.../...

Artikel 33, tweede lid. Het woord "ook" komt niet voor in de wettekst en dient te vervallen.

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 33, tweede lid. Artikel 1, § 3, van de wet van 27 december 1938, vervangen door artikel 4/4 van de wet van 9 mei 1959".

Artikel 34.

De wettekst vermeldde de datum van de toen geldende coördinatie; de huidige tekst doet dit niet, ofschoon dit wel nuttig zou zijn . De tekst dient te worden aangevuld als volgt :

"... 71 tot 77 van de wetten en besluiten betreffende de inkomstenbelastingen, gecoördineerd op 15 januari 1948".

De voetnoot moet worden gelezen als volgt :

"Artikel 34. Artikel 97, derde lid, van de wet van 28 augustus 1921".

Na artikel 34 moet een slotformulier volgen, als volgt :

"Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...".

.../...

LAATSTE VOETNOOT.

(Teksten waarvan gezegd wordt dat zij niet in de coördinatie zijn opgenomen : de hiernagenoemde vermeldingen moeten vervallen, hetzij omdat het onnodig is teksten, die geen reden van bestaan meer hebben, over te nemen, hetzij omdat de tekst in de coördinatie is opgenomen of omdat de weglating ervan verantwoord is in de door de Raad van State voorgestelde voetnoten).

A.- onder 1° : a : overgenomen in artikel 12, tweede lid, en in artikel 33, eerste lid ;

b : overgenomen in artikel 24 ;

c : omdat de oorspronkelijke artikelen 89 en 90 volledig vervangen zijn in 1930.

B. -onder 2° : a : overgenomen in artikel 33, eerste lid.

C.- het 3° dat een opgeheven tekst overneemt.

D.- onder 4° : b : overgenomen in artikel 33, eerste lid;

c : dat geen betrekking heeft op de belasting op spelen en weddenschappen (zie opmerkingen over artikel 34).

E.- onder 5° : a en b : welke teksten overnemen die stilzwijgend opgeheven zijn door de verlenging van de bepalingen van de wet van 23 maart 1932 en overigens geen reden van bestaan meer hebben (zie opmerking over artikel 5, § 1).

.../...

F.- onder 6° : a : overgenomen in artikel 5, § 2.

G.- onder 8° : a : overgenomen in artikel 7.

H.- onder 9° : a : overgenomen in artikel 5, § 2.

I.- onder 10°: a en b : overgenomen in artikel 8 ;

c : waarin een deels opgeheven en deels in de coördinatie opgenomen tekst is overgenomen (zie opmerkingen over de artikelen 32 en 33);

J.- onder 11°: a : overgenomen in artikel 32 ;

c : geen reden meer van bestaan.

COORDINATIEBESLUIT.

AANHEF.

1. In het eerste lid is het opschrift van de wet van 9 mei 1959 niet juist overgenomen. Dit opschrift luidt : "Wet tot wijziging van de verkeersbelasting op autovoertuigen, van de belasting op spelen en weddenschappen, van registratie-, hypotheek-, griffie- en zegelrechten en van het wetboek der successierechten".

2. De overgenomen tekst moet beginnen als volgt : "Artikel 7 , § 1".

.../...

ARTIKELEN.

Artikel 1 dient te worden gelezen als volgt :

"De nog geldende bepalingen van de artikelen ... 65, voor zover het betrekking heeft op de belasting op spelen en weddenschappen, ... de artikelen 7 en 9 tot 12 van de wet van 4 juli 1930, de artikelen 7 en 10 van de wet van 23 maart 1932, voor zover zij betrekking hebben op de belasting op spelen en weddenschappen, ... artikel 4, §§ 1 en 3, van de wet van 17 augustus 1948,... en artikel 36, 1°, voor zover die artikelen betrekking hebben op de belasting op spelen en weddenschappen, van de wet van 24 december 1948, artikel 1 ... worden gecoördineerd ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.MASQUELIN, membre dirigeant du Bureau de coordination, et par M.J.BIJVOET, membre du Bureau de coordination.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.MASQUELIN, leidend lid van het Coördinatiebureau, en door de H.J.BIJVOET, lid van het Coördinatiebureau.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.